



Assurez vos
études à l'étranger

Climat : "Le risque à Copenhague est d'obtenir un accord ni efficace ni juste"

LEMONDE.FR | 10.08.09 | 08h00 • Mis à jour le 10.08.09 | 08h23

Asix mois de la conférence de Copenhague (Danemark) sur le climat, qui vise à finaliser un accord international sur la lutte contre le réchauffement climatique qui prenne le relais du protocole de Kyoto après 2012, le cycle des négociations s'accélère. Des discussions informelles s'ouvrent pour quatre jours, lundi 10 août à Bonn, en Allemagne. Emmanuel Guérin, responsable du suivi des négociations internationales sur le climat à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), fait le point sur les discussions.

PUBLICITE

Le Monde.fr ÉDITION ABONNÉS

+ EN CADEAU : le carnet Le Monde.fr

Qu'attend-on de ce nouveau cycle de négociations ?

Les dernières négociations, en juin à Bonn, ont abouti à un texte de plus de 200 pages, regroupant l'ensemble des propositions des différentes parties. Les délégués doivent maintenant parvenir à se mettre d'accord sur un texte qui fasse plutôt 20 pages que 200, sur lequel travailler. On attend aussi des avancées plus substantielles sur certains blocs de la négociation, notamment pour prendre en compte ce qui s'est dit au sommet du G8 et au MEF [*le Forum des économies majeures*] en juillet à l'Aquila, concernant les stratégies de réduction d'émissions à mettre en place.

Sur ce point-là, c'est clairement les pays développés qui sont demandeurs d'avancées de la part des pays en voie de développement, et en particulier des grands pays émergents. Ils veulent que ces derniers affichent des objectifs de réduction d'émissions d'ici à 2050, même s'ils ne prennent pas le même genre d'engagements de réductions d'émissions qu'eux à court terme. Dans l'autre chapitre de la négociation – le volet technologies et financement – ce sont au contraire les pays en voie de développement qui sont demandeurs et les pays développés qui devraient être offreurs, même si ça se fait un peu attendre.

Quel rôle tiennent les Etats-Unis dans ces négociations ?

Ils sont dans une position un peu difficile. C'est vrai qu'il y a une inflexion extrêmement sensible de l'administration Obama par rapport à l'administration Bush. Ils sont réellement convaincus qu'il faut faire quelque chose et qu'il faut le faire collectivement. En même temps, ils ont un certain nombre de contraintes domestiques à respecter : ils doivent être attentifs à ne pas aller trop loin dans les négociations internationales, ce qui pourrait heurter leur opinion publique. Il y a un jeu intéressant en ce moment : savoir comment les négociations internationales et le processus législatif interne américain peuvent interagir pour relever à la fois le niveau d'ambition de la législation américaine et le futur accord de Copenhague.

Quelles sont les prochaines étapes de la négociation ?

Il faut différencier les négociations onusiennes en tant que telles, comme celles de cette semaine, des autres rencontres. Il y aura une autre session de négociations onusiennes, fin septembre à Bangkok en Thaïlande, et une dernière dont le lieu reste à déterminer avant la conférence de Copenhague. Mais il ne faut pas oublier l'importance des G20, notamment celui de Pittsburgh aux Etats-Unis les 24 et 25 septembre. Le président Obama

a tenu à faire du financement du climat l'un des gros points de l'agenda de cet événement. On attend beaucoup de cette réunion : on pourrait avoir des annonces sur les chiffres, sur la gouvernance du système financier à mettre en place, ou encore sur d'éventuelles nouvelles sources de financement pour lutter contre le réchauffement climatique, comme une taxe sur les émissions des secteurs aériens et maritimes internationaux. Le souhait, c'est que Pittsburgh aille loin sur ces propositions afin que l'on puisse les intégrer lors des discussions à Bangkok, après négociations bien sûr.

Selon vous, s'achemine-t-on vers un accord à Copenhague ?

Le plus grand risque à Copenhague est celui d'avoir un mauvais accord plutôt que pas d'accord du tout. Pour parvenir à un bon accord, il faut tout d'abord un objectif global à long terme sur la question du niveau des réductions d'émissions. Pour 2050, il faut avoir dit que l'on réduit collectivement d'au moins 50 % nos émissions par rapport à 1990, ce qui semble réalisable. Mais il faut aussi traduire ces objectifs à court terme. Cela veut dire qu'il faut que les pays développés acceptent d'être dans une fourchette de 25 à 40 % de réduction d'émissions par rapport à 1990 en 2020. Aujourd'hui, ce sont essentiellement les Etats-Unis qui bloquent les négociations sur ce point-là.

Autre condition : que les pays en voie de développement acceptent un objectif de réduction de leurs émissions. Sur ce point-là, ces derniers ne sont pas du tout prêts à s'engager... Pour parvenir à les convaincre, les leviers technologiques et financiers sont extrêmement importants et l'enveloppe annoncée devra refléter l'ampleur du défi, de l'ordre de la centaine de milliards de dollars par an d'ici à 2020. Enfin, sur la question de la gouvernance, si l'on réussit à mettre en place à l'ONU un système qui surveille ce que font les différentes institutions concernées, on arrivera à quelque chose d'intéressant. Dernier point à ne pas oublier : l'adaptation des pays les moins avancés et des petites villes. Une certaine quantité d'argent, additionnelle par rapport à l'aide au développement classique, devra leur être directement versée pour les aider à face aux effets inévitables du réchauffement climatique. Si ces points ne sont pas réunis, on aura un accord qui ne sera ni efficace ni juste.

propos recueillis par **Raphaëlle Besse-Desmoulières**

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du groupe
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -60%
- » Déjà abonné au journal

